



Les services de protection de l'enfance en danger : AG le 08 novembre

Les agents des services de protection de l'enfance parisiens disent stop aux graves dysfonctionnements de leurs services et aux dangers qu'ils engendrent, tant pour les mineurs et majeurs accompagnés, que pour eux, professionnels.

La grève reconductible de l'équipe administrative, sociale et d'accueil de l'ASE 20ème a résonné dans tous les secteurs ASE et bien au-delà !

Plus de 100 collègues de divers services, en grève, se sont réunis en assemblée générale ce jeudi 27 octobre !!

6 secteurs de l'ASE (5/13, 6/14, 7/15/16, 18, 19, 20), la CRIP, le SEMNA, le SEJM, le SAF de Noisiel, le SAF du Mans, le SAF de Montfort, le SSP20, LE BSS20, la MAE, Olga Spitzer, la PJJ et également des grévistes du CASVP qui occupent le restaurant Pali Kao depuis le 13 septembre pour l'obtention des 189€ de SEGUR !

Soutenus par l'intersyndicale CGT, SUPAP FSU, UCP et FO, les collègues ont pu échanger et exprimer leurs revendications en faveur d'une vraie politique de protection de l'enfance, respectueuse des enfants et des agents ! l'assemblée générale des personnels de l'ASE du 27 octobre 2022, appelle à élargir le mouvement à tous les personnels des sous-directions de la DSOL impacté par le manque de moyens, d'effectifs et surtout du peu de considération, en les excluant du Ségur 3 de la santé, L'AG appelle à élargir le mouvement à l'ensemble des personnels des secteurs sociaux et médicosociaux, tous ensemble, nous pouvons obtenir de l'administration qu'elle mette les moyens de sa politique sociale, avec des effectifs, une prise en charge des enfants et des usagers réelles et remettre de l'égalité dans les services avec une meilleure approche des réalités de terrain et de considération envers nos collègues exclus du Ségur.

L'administration doit prendre ses responsabilités :

Depuis le début de la mobilisation, nous constatons le silence de Dominique Versini, qui pourtant, n'a manqué de répondre rapidement aux accusations portées par M6.

Au regard de ce manque de considération des plus hauts responsables de la ville, il est sans surprise de constater des réponses insatisfaisantes face aux enjeux de nos missions et à la gravité de la situation.

A ce stade, les réponses de la direction sont :

- Démarrage de groupes d'APP en janvier (dont on espère qu'ils ne s'arrêteront pas au motif qu'il y a trop peu de participants dès lors que les collègues qui en ont besoin n'arrivent pas à se libérer pour ces temps précieux)
- Création de (seulement) 6 places d'accueil d'urgence dans des associations d'ici juillet 2023...
- Mise en place d'un CHSCT extraordinaire sur les événements graves à l'ASE20, le 9 novembre

La direction n'apporte aucune réponse sur :

- L'augmentation et la création de postes à l'accueil, à la gestion, sur le pôle social, l'équipe renfort,
- Les postes vacants non pourvus

- Le remplacement systématique des arrêts longue maladie ou congés maternité
- Le retrait de la procédure disciplinaire vis-à-vis de notre collègue,
- Les moyens mis en œuvre pour améliorer immédiatement l'offre et la mise en œuvre de places d'accueil d'urgence, notamment pour les jeunes les plus fragiles,
- Le respect du temps de travail,
- L'octroi des 189€ aux collègues exclus du décret.

En ce qui concerne la sécurité des agent.es, la direction refuse de s'engager sur une fermeture des services lorsqu'une équipe a vécu une situation de danger ! Pour rappel, c'est l'inertie de la direction qui a contraint les collègues du 20^{ème} à se mettre en grève pour pouvoir fermer le service et se mettre en retrait alors que, choqué.es, elles et ils n'étaient plus en état de travailler !

Unis pour la Protection de l'enfance :

Pour l'ensemble des grévistes, les réponses apportées sont très largement en dessous des attentes, voire une jolie preuve de mépris! Pourtant La mobilisation massive montre que le malaise est partagé.

Les collègues des différents services ont tout intérêt à unir leurs forces, car tout est lié. Les conditions de travail et d'accueil dégradées de la MAE ont un impact sur le travail des secteurs et inversement. De même les SAF, le SEJM, le BDEA, la régie sont paralysés par les dysfonctionnements... Dysfonctionnements qui se ressentent dans l'ensemble du secteur associatif !

Nos problèmes trouvent leurs racines dans les mêmes logiques : c'est la politique de protection de l'enfance telle qu'elle est menée, qui se répercute directement sur l'ensemble des intervenants et possibilité d'intervention!

C'est pourquoi il est essentiel que les services échangent et se mobilisent **ensemble : aucune réponse consistant à « déshabiller Pierre pour rhabiller Jean » ne sera acceptée !**

Pas de moyens humains, pas de moyens financiers, peu de reconnaissance et une perte totale du sens de leur engagement : Les professionnels de la protection de l'enfance ne peuvent maintenir de tels dangers pour les enfants qu'ils accompagnent et pour eux même.

Construisons ensemble nos revendications en faveur d'un travail social réellement protecteur : opposons un rapport de force suffisant pour que les moyens soient enfin mis sur la table pour nos conditions de travail et d'accompagnement !

Le mouvement entamé doit se poursuivre et s'amplifier !

Réunissons nous en assemblée générale

Le mardi 8 novembre 15h à 18h

À la bourse du travail salle A. Croizat.

(3, rue du château d'eau 75003 Paris, métro République)

Pour discuter des suites du mouvement !

Vous pouvez venir sur votre temps de travail en faisant valoir une RIS (Réunion d'Information Syndicale) auprès de votre responsable